



Dimitra Bulletin

FEMMES RURALES ET DÉVELOPPEMENT

BULLETIN N° 3 – BRUXELLES, SEPTEMBRE 1999

FAO Consultation de haut niveau "Femmes Rurales et Information" Rome 4-6 octobre 1999

La FAO organise à Rome du 4 au 6 octobre 1999 une Consultation de haut niveau dont le but est de mieux informer les décideurs, les médias et le grand public sur le rôle essentiel des femmes rurales dans le développement agricole et la sécurité alimentaire. L'accent sera mis sur la nécessité d'obtenir et de fournir des informations de qualité et sur l'importance des stratégies de diffusion nécessaires pour convaincre les planificateurs et les politiques de prendre des décisions éclairées qui assurent le renforcement de l'apport des femmes rurales. La Consultation sera également l'occasion de mieux comprendre les besoins en information des décideurs et des médias afin d'accroître et améliorer la qualité des informations sur la contribution des femmes rurales à l'agriculture. Cette démarche est essentielle pour une meilleure prise en compte des femmes dans les plans de développement économique et social. Environ 300 participants sont attendus: Ministres de l'Agriculture et Ministres de l'Égalité des Chances (ou homologues) des 176 pays membres de la FAO, représentants des médias, des ONG et des agences des Nations unies concernées, et experts et spé-

cialistes en information et communication. La Consultation s'appuiera sur les débats des trois grands protagonistes que sont les producteurs de données, les décideurs politiques et les professionnels de la communication. Cette rencontre sera enrichie par la contribution de spécialistes dans les domaines de l'information et de la communication, sans oublier ceux qui travaillent sur les questions des spécificités hommes-femmes.

Deux tables rondes seront organisées pendant la Consultation. L'une traitera de l'importance d'une meilleure information pour pouvoir développer une politique de planification sensible au genre, et l'autre de la nécessité d'assurer des procédures de collecte et diffusion de l'information qui prennent en compte les spécificités hommes-femmes. L'accent portera sur les méthodes et les moyens nécessaires pour produire et transmettre l'information sur les femmes rurales en soulignant en particulier le rôle des médias.

La Consultation s'articulera autour des interrogations suscitées par le recueil et le traitement d'une information pertinente

ainsi que par sa transmission par des modes de communication touchant la plus large audience possible, dont les femmes rurales elles-mêmes. La Consultation de haut niveau «Femmes rurales et information» s'inscrit dans la stratégie globale de mise en œuvre du Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation ainsi que du Plan d'action de la FAO pour l'intégration des femmes dans le développement.

A l'heure actuelle, un certain nombre des réalisations dans le domaine de l'information sur les femmes rurales, dont le projet Dimitra, sont à mettre à l'actif de la FAO. Le résultat général est pourtant partiel et il est nécessaire d'accorder à l'information toute l'importance qu'elle mérite et d'encourager le développement des réseaux et partenariats qui travaillent sur la collecte, l'échange et le partage de l'information. □

Marie Randriamamonjy
Chef, Service des Femmes dans le Développement (SDWW)
FAO, Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture

sommaire

- 2 PRODDER: Programme for Development Research (Afrique du Sud)
- 3 ZWRN: Zimbabwe Women's Resource Centre and Network
- 4 CARDNE: The Regional Centre on Agrarian Reform and Rural Development for the Near East (Jordanie)
- 5 Kenya: deux projets du GADECE
- 6 Prix International Roi Baudouin pour le Développement
- 7 Gambie: campagne de lutte contre les MGF
- 8 Renforcement des réseaux et partenariats en Afrique australe
- 9 Calendrier-nouvelles brèves
- 12 Les partenaires de Dimitra en Afrique et au Proche Orient

avant-propos

Amies lectrices, amis lecteurs, C'est avec beaucoup de plaisir que nous vous retrouvons toujours plus nombreux. Merci pour votre courrier et vos suggestions qui nous sont toujours très utiles. Ce numéro présente la Consultation de haut niveau de la FAO sur les Femmes Rurales et l'Information qui se tiendra à Rome du 4 au 6 octobre prochain. Les enjeux majeurs de cette Consultation sont détaillés dans l'éditorial de ce Bulletin. Vous trouverez également dans ce numéro la suite des présentations de nos partenaires locaux pour l'Afrique et le Proche Orient: il s'agit plus particulièrement du CARDNE (Jordanie), du PRODDER (Afrique du Sud) et enfin du ZWRN (Zimbabwe), ainsi qu'une fiche récapitulative sur les coordonnées de tous nos partenaires en dernière page de ce numéro. Nous présentons l'organisation lauréate cette année du Prix International Roi Baudouin pour le Développement: le Human Rights Commission of Pakistan,

présidée par Madame Asma Jahangir. Dans un autre registre, le BAFROW, ONG gambienne, détaillera sa stratégie pour lutter contre les mutilations génitales féminines en Gambie. Le FAN, partenaire du projet pour l'Afrique de l'Est, nous fait découvrir les méthodes non conventionnelles du GADECE (ONG kenyane) en matière d'alphabétisation féminine et de renforcement des pouvoirs des femmes par la connaissance de leurs droits. Dans le domaine de l'information et des réseaux, le compte-rendu d'une Conférence du SARDC sur le renforcement des réseaux et les partenariats en Afrique australe fera le point sur les critères de bon fonctionnement d'activités d'échange et de partage de l'information. Vous trouverez enfin un calendrier des conférences à venir et des nouvelles brèves. Bonne lecture à toutes et à tous ! □

Retrouvez-nous sur le site Dimitra:
<http://www.fao.org/sd/dimitra>



ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR L'ALIMENTATION
ET L'AGRICULTURE

Nous vous présentons dans ce numéro trois nouvelles organisations partenaires du Projet Dimitra.

Elles sont basées en Afrique du Sud, au Zimbabwe et en Jordanie et elles

ont commencé la collecte d'information chacune

au niveau de sa sous-région.

Nous vous invitons à faire leur connaissance ci-dessous.

nos partenaires

PRODDER

Programme for Development Research

Le Programme for Development Research (PRODDER) du Human Sciences Research Council (HSRC) en Afrique du Sud est un organe qui récolte et diffuse des informations sur le développement et ses acteurs en Afrique australe.

■ La mission du PRODDER

PRODDER a pour mission de fournir aux personnes et aux organisations un service adéquat, exhaustif et dynamique d'information sur le développement. À cette fin, PRODDER utilise différents moyens pour collecter et diffuser des informations sur le développement.

Créé en 1987, PRODDER est désormais considéré en Afrique australe et dans le monde comme une source d'information fiable sur le développement et ses acteurs dans la région. Si ces organisations et institutions font appel aux services d'information sur le développement de PRODDER, ce dernier récolte à son tour des informations sur leurs activités, qui lui parviennent constamment, afin de les inclure dans ses publications et ses bases de données.

■ PRODDER et le Projet Dimitra

Depuis le 1^{er} avril 1999, PRODDER contribue à l'extension et à la mise en œuvre du Projet Dimitra en Afrique en compilant des informations relatives à huit pays d'Afrique australe (l'Angola, le Botswana, le Lesotho, l'Ile Maurice, la Namibie, le Swaziland, l'Afrique du Sud et la Zambie).

Le concours de PRODDER complète le travail accompli par Enda-Pronat en Afrique de l'Ouest, FAN en Afrique de l'Est, CARDNE au Proche-Orient, POSDEV en Afrique de l'Ouest anglophone, CREDIF en Afrique du Nord, IRED dans la région du Sahel et ZWRN au Zimbabwe.

Le 6 avril 1999, PRODDER a adressé un message électronique à quelque 3.000 abonnés de sa lettre d'information électronique, pour les mettre au courant du Projet Dimitra et leur demander les coordonnées de la personne à contacter au sein de leur

organisation, afin de lui envoyer le questionnaire du Projet. Plus de 800 questionnaires ont déjà été distribués et à la fin du mois de juin 1999, PRODDER avait reçu 38 questionnaires complétés.

En juin 1999 PRODDER a également facilité la visite de contact d'une semaine effectuée par la coordinatrice du Projet Dimitra en Afrique du Sud. La visite lui a permis d'informer les principaux acteurs du Projet et d'obtenir leur soutien à cet égard. Durant son séjour en Afrique du Sud, elle a rencontré des représentants de 28 organisations dont l'activité se rapporte aux femmes ou au domaine rural, par exemple: le Rural Women's Movement, la Commission

on Gender Equality, l'African Gender Institute et le Gender Advocacy Programme.

En août et octobre 1999, des représentants de PRODDER mèneront des visites de recherche dans les pays d'Afrique australe relevant de PRODDER. Ces visites serviront à faire connaître le Projet Dimitra et à recueillir des informations destinées à figurer dans la base de données du Projet.

■ The South African Development Directory

En novembre 1999 PRODDER sortira la nouvelle édition de son répertoire bisannuel sur les organisations de développement en Afrique australe. De par la couverture géographique et le contenu de ce projet, le Projet Dimitra bénéficiera directement et indirectement des efforts entrepris par PRODDER pour rassembler des informations sur ce sujet.

Compte tenu de l'étendue des besoins en matière de développement en Afrique australe et des défis qui se posent à cette région, le PRODDER a un rôle décisif et important à jouer en diffusant des informations afin d'aider les efforts de développement déployés dans la région, mais, en plus, son partenariat avec le projet Dimitra est susceptible d'élargir davantage la portée et la nature de ses activités. La réussite de la mise en œuvre et de la réalisation du Projet Dimitra servira donc substantiellement ces objectifs. □

Si votre organisation se trouve en Angola, au Botswana, au Lesotho, à Maurice, en Namibie, au Swaziland, en Afrique du Sud ou en Zambie et que vous désirez figurer dans le Guide Dimitra, contactez le PRODDER à l'adresse ci-dessous et vous recevrez le questionnaire Dimitra.

PRODDER

**Programme for Development
Research | Human Sciences
Research Council (HSRC)**

David Barnard, Coordinator
Yzette Terreblanche, Development
Information Officer

Private Bag X41

0001 Pretoria

Afrique du Sud

Tél: +27-12-302.29.99

Fax: +27-12-302.24.97

E-mail:

DBBarnard@beauty.hsrc.ac.za ou

YzetteT@beauty.hsrc.ac.za

Site Internet:

<http://www.hsrc.ac.za/prodder.html>

ZWRCN

Zimbabwe Women's Resource Centre and Network

Le Zimbabwe Women's Resource Centre and Network est une ONG qui travaille dans le domaine du genre et du développement. Elle a été fondée en 1990 par un groupe de femmes ayant comme principal objectif d'améliorer la condition féminine au Zimbabwe, par la collecte et la diffusion de matériaux et d'informations sur les questions de genre et de développement.

■ Réseau, Genre et Développement

Depuis sa création, le ZWRCN a noué des contacts avec des organisations de femmes, des ONG, des instituts de recherche et des organisations communautaires de base œuvrant dans le domaine du genre et du développement. Le ZWRCN a aussi mis sur pied une base de données qui relie des personnes ayant les mêmes intérêts. Le ZWRCN, en participant au Projet Dimitra par l'établissement de contacts avec des organisations qui se consacrent au genre et au développement rural, prolonge donc tout naturellement ses activités. Non seulement cet exercice renforcera les réseaux du ZWRCN, mais il élargira considérablement la portée de la diffusion des informations sur le genre auprès des femmes, au niveau des populations locales. Au ZWRCN nous pensons que l'information permet aux femmes d'arrêter des choix éclairés sur des questions qui affectent leurs vies. Aussi l'une des principales activités du ZWRCN est-elle la collecte et la distribution d'informations. À l'heure actuelle, notre centre de documentation dispose de plus de 5.000 documents d'information ayant trait aux femmes, au genre et au développement et propose un choix étendu de périodiques.

Le point fort de notre collection tient à sa richesse en articles non publiés ou de littérature grise. Il s'agit de documents qui ont servi de base à des exposés, à des discours, voire à des études ou à des articles de revue, mais qui sont perdus au fond d'un tiroir ou sous une pile grandissante de livres et de papiers. Nous tâchons de mettre ces documents à la disposition de nos utilisateurs en les ordonnant de façon systématique. Ils sont obtenus grâce à des stratégies d'acquisition très énergiques suivies par l'ensemble de notre personnel et des membres de notre conseil, au niveau national, régional et international. Le ZWRCN espère que la gestion du ques-

tionnaire Dimitra lui permettra de repérer certaines de ces informations «perdues» et de les mettre à la disposition de ses utilisateurs.

■ Stratégies

Le ZWRCN poursuit un autre objectif majeur qui consiste à lancer des débats sur des questions de genre et de développement. Diverses stratégies sont appliquées à cette fin. L'une des occasions d'échange, qui s'est avérée parmi les plus fructueuses, est constituée par les discussions sur le genre et le développement. Elles ont lieu une ou deux fois par mois et permettent aux participants d'aborder des sujets d'actualité ou d'établir le profil d'une question qui appelle une action ou un suivi urgents. Ces discussions sont destinées à offrir au public du Zimbabwe un espace privilégié pour se rencontrer et débattre des questions de genre et de développement. Nous pensons que ces séances de discussion peuvent être judicieusement mises à profit pour reprendre et explorer plus avant toutes les questions qui surgissent au cours du processus d'acquisition d'informations pour le Guide Dimitra.

Si votre organisation se trouve au Zimbabwe et que vous désirez figurer dans le Guide Dimitra, contactez le ZWRCN à l'adresse ci-dessous et vous recevrez le questionnaire Dimitra.

ZWRCN

Zimbabwe Women's Resource Centre and Network

Mme Lillian Machiri
288 Herbert Chitepo Ave
P.O.Box 2192
Zimbabwe
Tél: +263-4-737435 / 792450
Fax: +263-4-720331
e-mail: dimitra@zwrcn.org.zw

À l'approche du nouveau millénaire, l'équité entre les sexes et la justice gagnent de l'importance. Le ZWRCN propose aux organisations une formation qui les aide à développer le souci d'équité entre les sexes et à l'intégrer dans leur mandat. En outre, le ZWRCN facilite des recherches axées sur des questions de genre d'actualité et des domaines où il est clair que l'information manque.

■ Genre et Technologie

Dans la dernière édition du Bulletin Dimitra, le Projet annonçait l'ouverture de son nouveau site web. La technologie a incontestablement ouvert un nouvel univers aux quelques privilégiés qui y ont accès. Au ZWRCN nous sommes très conscientes de ce phénomène; dans un contexte économique difficile, les femmes se battent pour assurer la subsistance de leur famille et la technologie figure à l'arrière plan de leurs préoccupations. De surcroît, la technologie a toujours été un apanage masculin et cette situation doit changer.

Le ZWRCN monte actuellement un cybercafé destiné aux femmes. On espère que cette initiative permettra aux femmes de se familiariser avec la technologie dans une ambiance amicale et que les groupes/clubs de femmes qui n'ont pas les moyens de se procurer du matériel coûteux auront aussi accès à ce service. Le ZWRCN est également en train de se doter d'une page web et, qui sait, sera peut-être en mesure de vous tenir au courant de son évolution!

■ Qui sont les bénéficiaires?

- Les décideurs, les responsables de la mise en œuvre et les chercheurs. Nous les aidons aussi à faire en sorte que les questions de genre soient prises en considération.
- Les femmes au niveau communautaire local qui reçoivent des informations intégrant la sensibilité au genre.

■ Que pouvez-vous faire?

- Devenir ami(e) de l'organisation et vous abonner au bulletin d'information. Vous serez ainsi tenu(e) au courant des dernières activités et publications du ZWRCN et des questions de la problématique hommes-femmes en général.
- Demander à figurer dans notre base de données qui relie des personnes ayant les mêmes intérêts.
- Entrer dans notre équipe de critiques de livres.
- Nous renseigner sur les questions de genre intéressantes qui surgissent dans votre champ d'activité. □

CARDNE

The Regional Centre on Agrarian Reform and Rural Development for the Near East

Le CARDNE est une organisation intergouvernementale autonome dotée d'une capacité juridique indépendante. Le CARDNE a été créé à l'initiative d'États membres oeuvrant au sein de la FAO en vue de promouvoir la réforme agraire et le développement rural en identifiant les besoins locaux et en travaillant avec les populations du Proche-Orient afin de formuler des solutions appropriées. Les États membres du CARDNE sont l'Égypte, l'Irak, la Jordanie, le Liban, le Soudan, la Syrie, la Tunisie et le Yémen.

Le CARDNE réalise ses objectifs en menant diverses activités telles que:

- conduire et stimuler des recherches sur divers aspects de la réforme agraire et du développement rural;
- tenir des conférences consultatives qui permettent aux fonctionnaires, aux chercheurs, aux planificateurs, aux cadres et aux représentants des communautés locales d'échanger des idées, de partager des expériences et de dégager les possibilités d'efforts conjoints qui profitent à tous les partenaires;
- organiser des cours de formation régionaux et nationaux portant sur l'élaboration, la mise en oeuvre, le suivi et l'évaluation de programmes et de projets;
- fournir des avis d'experts, une assistance technique et des services de liaison à des agences nationales et à d'autres organisations concernées;
- offrir un service de base de données sur la réforme agraire et le développement rural incluant la diffusion, la traduction et la promotion des informations pertinentes.

Le programme de travail du CARDNE en 1998-1999 comportait des activités dans les domaines suivants:

■ Activités régionales

Ces activités organisées par CARDNE Amman se déroulent principalement avec des participants issus des États membres de CARDNE, bien que certains proviennent parfois d'États non membres.

Formation de formateurs à l'évaluation rurale participative (ERP)

Elle constitue l'un des ateliers pédagogi-

ques sur l'ERP mis sur pied par le CARDNE. L'atelier se proposait de former des formateurs de Jordanie, de Syrie et d'Égypte aux différents instruments de l'ERP. Un guide sur l'ERP a été rédigé à la fin de cet atelier; il a été utilisé comme projet de guide au cours de l'atelier régional qui s'est tenu en juillet 1999.

Méthodes de participation des populations locales à l'évaluation de leurs besoins en matière de développement

Cet atelier était destiné à former des participants de Syrie, de Jordanie, d'Irak et de Tunisie aux méthodes d'évaluation des besoins en matière de développement des populations locales, dans une optique participative, et à examiner les problèmes et les besoins de la population en matière

Si votre organisation se trouve en Égypte, en Irak, en Jordanie, au Liban, au Soudan, en Syrie ou au Yémen et que vous désirez figurer dans le Guide Dimitra, contactez le CARDNE à l'adresse ci-dessous et vous recevrez le questionnaire Dimitra.

CARDNE

The Regional Centre on Agrarian Reform and Rural Development for the Near East

M. Mohamad AL-Kassem

P.O.Box 851840

Amman 11185

Jordanie

Tél.+Fax: +962-6-5924348

ou +962-6-5934708

E-mail: cardne@joinnet.com.jo ou ruraldev@joinnet.com.jo

de développement du point de vue de ses membres.

■ Activités nationales

Au niveau national, chaque État membre du CARDNE organise un atelier ou une autre activité touchant à certains aspects du développement rural. Ces activités sont parrainées et supervisées par CARDNE, et au terme de chaque activité un rapport lui est soumis. En 1998/1999 ces activités englobaient:

- un atelier sur les Méthodes de mise en oeuvre des programmes de développement rural par le biais des instituts d'enseignement et de formation (Syrie);
- un atelier intitulé "Jeunesse et développement rural" monté en collaboration avec le Ministère de la Jeunesse et la Near East Foundation (Jordanie).

■ Études et recherche

Une étude de synthèse "Land Tenure Legislation, Organisation and Operations in some countries of the Near East and North Africa" (Les opérations, l'organisation et la législation du régime foncier dans certains pays du Proche-Orient et d'Afrique du Nord) a été menée en collaboration avec la FAO, et a débuté au cours du deuxième semestre de l'année 1998. Elle vise à renforcer le rôle des organisations et à les rendre mieux à même de réaliser les objectifs de développement rural et agricole durable. L'étude, qui couvrait les 5 pays suivants: la Syrie, la Jordanie, l'Irak, le Yémen et l'Égypte, a été achevée et publiée en avril 1999.

■ Participation au Projet Dimitra

Depuis mai 1999, le CARDNE est partenaire du Projet DIMITRA, Femmes rurales et Développement. Le CARDNE estime que ses objectifs, qui visent à améliorer les conditions de vie des populations rurales et des femmes rurales en particulier, rejoignent ceux du Projet. Le Projet intensifiera la communication et le dialogue entre le CARDNE et d'autres organisations de développement rural dans la région et facilitera l'échange de compétences et d'information.

(suite page 5)

KENYA: GADECE

Gender and Development Centre

Le GADECE a commencé en tant que Groupe féminin de littérature du Kenya. Après quelques années, à la demande de ses groupements de femmes affiliés, il s'est transformé en ONG. Ces groupements voulaient que l'organisation travaille avec eux dans tous les domaines du développement et pas seulement dans la littérature. Deux exemples de projet.

■ L'alphabétisation des femmes pour le plaisir de lire

Le GADECE avait annoncé qu'il recherchait des nouvelles et des histoires populaires écrites par des femmes et des jeunes filles dans la langue qu'elles ressentaient comme la plus confortable. Le GADECE reçut plus de 2.000 histoires et mit une année à les passer en revue. Des volontaires ont lu et traduit les histoires en anglais ou en kiswahili. Le GADECE a choisi les 10 meilleures histoires et les a publiées dans une anthologie de nouvelles intitulée: «Pourquoi la hyène a le cou de travers», «La mère des filles et autres histoires», etc.. Le GADECE les a faites également traduire en plusieurs autres langues locales kényanes.

Le GADECE a des membres, des femmes leaders, qui sont ses points de contact dans plusieurs districts au Kenya. Au moins une fois par an, on organise dans les districts des journées de lecture pour les femmes où celles-ci racontent des histoires, chantent, dansent et partagent leurs expériences. Les femmes veulent apprendre à lire et à écrire pour avoir le plaisir d'avoir accès à leur propre culture. Ce projet est extrêmement populaire et il publie également un magazine trimestriel «Lesokhanga». Les femmes leaders ont des bibliothèques chez elles où les membres

peuvent aller pour lire ou emprunter des livres et des magazines, et les livres sont également lus dans les écoles.

■ Le renforcement des pouvoirs des femmes par la connaissance de leurs droits

Le projet Sensibilisation aux Droits juridiques a commencé en 1997 dans la Province de Nyanza (Division de Nyando) par un cours de formation pour 25 femmes dirigeant des groupements féminins avec le financement du DFID et du British Council. Le personnel du projet comprenait 4 personnes dont une avocate.

Les 25 femmes formées comme éducatrices juridiques ou para juridiques retournèrent dans leur division. La division de Nyando a 6 subdivisions: 4 formatrices furent assignées dans chaque subdivision géographique et une 5ème formatrice pour une subdivision plus étendue. Les formatrices choisirent 50 femmes par subdivision pour participer à plusieurs séminaires d'une journée organisés pour former ces femmes à la connaissance de leurs droits juridiques en utilisant un petit manuel écrit en langue locale.

Après deux mois, le projet organisa 6 séminaires pendant 4 jours de suite, de 8h00 du matin à 16h30 l'après-midi dans une

école secondaire. 300 femmes étaient présentes pendant les 3 premiers jours. Le quatrième jour, 500 femmes se présentèrent pour participer et les organisatrices furent totalement débordées. Les femmes donnèrent des témoignages sur leurs expériences et les réactions générées par cette activité furent véritablement incroyables. L'une des formatrices para juridiques raconta qu'après la formation, elle se sentait suffisamment forte de la connaissance de ses droits pour aller jusqu'à Nairobi, la capitale, et réclamer les indemnités pour son fils mort en service pour le Département de la Défense. Depuis, de nombreuses femmes ont pu bénéficier du projet, et il se passe rarement une semaine sans qu'une femme ne vienne demander des conseils aux bureaux du projet. Cette initiative s'est révélée très fructueuse et a créé un impact très positif et une ferme détermination dans la communauté. □

Pour plus d'information, contacter

**Gender and Development Centre
(GADECE)**

P.O. Box 1588

Kisumu, Kenya

Tél/Fax: +254-035-22291

Le CARDNE rassemble des données sur les ONG, les instituts de recherche et les centres d'information qui travaillent avec des femmes rurales dans sept pays du Proche-Orient: l'Égypte, l'Irak, la Jordanie, le Liban, le Soudan, la Syrie et le Yémen. Il a établi des points de centralisation dans chacun de ces pays, qui ont dressé une liste des organisations à contacter et distribuent le questionnaire ainsi que des informations sur le Projet à ces organisations.

Toutes les informations sur les organisations du Proche-Orient récoltées de cette façon seront reprises dans le Guide Dimitra pour l'Afrique et le Proche-Orient, à paraître en l'an 2000. Avant cette date, les données seront consultables sur Internet.

■ Activités en preparation

Actuellement, le CARDNE prépare les activités suivantes:

- Un atelier régional sur l'évaluation rurale participative (ERP) qui se tiendra à la fin de l'année 1999, avec l'appui financier de la FAO. Un guide méthodologique complet sur l'ERP sera rédigé à l'issue de cet atelier.
- Un atelier régional sur le développement durable et l'environnement pour septembre 1999. Cette activité est menée en collaboration avec le Centre International de Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes (CIHEAM) de Montpellier, France.
- Un atelier régional sur l'intégration des préoccupations d'environnement dans les programmes de développement rural et agricole durable, se tiendra au début de l'année 2000.

■ Projets futurs

Le CARDNE a avancé des propositions relatives aux projets suivants:

- Identification des besoins en matière de formation des agents du développement rural qui travaillent dans les organisations gouvernementales et non gouvernementales des États membres de CARDNE;
- Traitement de problèmes d'environnement par des campagnes de vulgarisation stratégiques;
- Atelier régional sur la formation des femmes rurales aux techniques commerciales;
- Création d'un centre de formation dans les locaux de CARDNE;
- Projet d'agriculture durable. □

Le Prix International Roi Baudouin pour le Développement

La Fondation Roi Baudouin, qui donne son appui au Projet Dimitra, a remis récemment son Prix International Roi Baudouin pour le Développement à la «Human Rights Commission of Pakistan» (HRCP). Le Prix met en valeur l'importance du travail de cette organisation.

Depuis 1978, la Fondation Roi Baudouin décerne tous les deux ans le Prix International Roi Baudouin pour le Développement à des personnes ou des organisations ayant apporté une contribution remarquable au développement du Tiers-Monde ou à la solidarité entre les pays industrialisés et ceux en développement. Une importance particulière est attachée aux activités ayant des effets multiplicateurs et à celles qui permettent aux populations du Tiers-Monde de prendre elles-mêmes en charge leur développement. Parmi les lauréats des années précédentes on trouve Le Mouvement des Paysans sans Terre (Brésil, 1996), The Aids Support Organization (Ouganda, 1994), la Grameen Bank (Bangladesh, 1992), et le Kagiso Trust (Afrique du Sud, 1990).

Le Prix International Roi Baudouin pour le Développement 1998 a été remis officiellement le 21 avril 1999 au Palais Royal de Bruxelles. Il a été attribué à la Human Rights Commission of Pakistan (Commission des Droits Humains du Pakistan), présidée par Madame Asma Jahangir, pour son engagement en faveur du respect de l'État de droit, condition préalable au développement de la société civile, et pour sa contribution à une vision globale du développement, incluant la dignité de chaque individu, en particulier celle des plus vulnérables: les femmes et les enfants.

■ The Human Rights Commission of Pakistan (HRCP)

Le respect de l'État de droit est l'un des préalables au développement et à la prévention de l'exploitation de l'homme par ceux qui exercent le pouvoir. Non seulement parce que la dignité des individus peut être considérée comme un élément d'un développement intégral, mais aussi parce que le développement humain, tel que le définit le PNUD, se fait «pour, avec et par les gens» eux-mêmes, lorsqu'ils s'organisent et prennent des initiatives dans la défense de leurs intérêts.

Les droits humains sont universels, indivisibles et dépendants les uns des autres. Promouvoir le respect des droits humains constitue incontestablement une contribution au développement. C'est précisément ce à quoi s'attache la Human Rights

Commission of Pakistan. Dans un pays où des structures sociales fortement imprégnées de religion et de tradition ne cessent d'influencer la mise en place d'un système politique, économique et social qui puisse répondre aux objectifs démocratiques de son fondateur, la HRCP s'est fixée comme priorité de sensibiliser et d'informer toutes les couches de la population sur les droits humains. Cet objectif se concrétise dans plusieurs types d'activités, dont la mise sur pied d'un réseau d'information et de formation aux droits humains, qui s'étend dans pratiquement tout le pays. Il consiste à observer les situations locales, à diffuser de l'information et à former des formateurs. La HRCP a aussi créé à Islamabad le *Centre for Democratic Development* (Centre pour le Développement Démocratique), qui organise des sessions de formation sur le processus électoral, les libertés et le travail des enfants.

La plus spectaculaire de ses activités consiste à fournir une assistance juridique aux individus et à protéger les victimes appartenant généralement aux groupes les plus défavorisés, en s'assurant que les tribunaux appliquent les lois existantes. En outre, la HRCP défend les prisonniers, fait office de centre de documentation ainsi que de source de conseil et d'aide en matière judiciaire, formule et soutient des propositions de lois. En 1992, l'organisation a fait pression pour qu'une loi interdisant le travail forcé dans l'agriculture soit votée.

■ La situation des femmes au Pakistan

Il est vrai que l'émancipation de la femme a touché les couches supérieures de la population pakistanaise. Toutefois, ces changements n'ont pas profité à la majorité

des femmes, surtout en région rurale, où la pauvreté, le manque d'instruction et le poids des traditions ne favorisent pas l'émergence d'une société moderne fondée sur la justice et l'égalité. Dans sa lutte pour plus de justice, la HRCP accorde dès lors une attention particulière à deux groupes vulnérables: les femmes et les enfants. C'est dans ce contexte que Asma Jahangir a participé à la création d'une maison d'accueil pour femmes battues et a soulevé la question de la détention judiciaire des femmes qui sont elles-mêmes les victimes d'un acte criminel.

La HRCP existe depuis 1987. Son siège est à Lahore; six autres centres lui assurent une présence dans chacune des quatre provinces du Pakistan. Elle compte actuellement 1500 membres, répartis en comités locaux, qui s'inscrivent dans le tissu associatif de leur région en nouant des relations avec d'autres ONG.

Après avoir été l'une des chevilles ouvrières de la création de la HRCP, Asma Jahangir en assure la présidence depuis 1993, et ce jusqu'en 1999. Avocate, elle dirige par ailleurs un cabinet d'avocats et anime un bureau d'assistance juridique gratuite aux victimes d'injustice. Son travail lui a permis d'acquérir une reconnaissance tant nationale qu'internationale. La Commission des Droits Humains des Nations unies l'a récemment nommée *Rapporteur Spécial sur les exécutions judiciaires, sommaires et arbitraires*. Les activités de la HRCP ne reposent cependant pas sur la seule personnalité d'Asma Jahangir et elles ne seront pas remises en cause en 1999 par le changement de présidence.

La HRCP, sa présidente et ses représentants, font l'objet de pressions et de menaces, en raison des résistances qu'ils opposent à l'emprise des lois religieuses orthodoxes sur la loi civile. Promouvoir la prédominance de la loi civile est une tâche rude, étant donné l'influence croissante des éléments religieux extrémistes. La principale réalisation de la HRCP et de sa présidente est d'avoir rendu, dans un contexte extrêmement difficile, la question des droits humains incontournable au Pakistan. □

The Human Rights Commission of Pakistan (HRCP)

Aiwan-I-Jamhoor, 107-Tipu Block
New Garden Town
54600 Lahore – Pakistan
Tél: +92-42-583.83.41
ou +92-42-586.49.94
Fax: +92-42-588.35.82
E-mail: hrcplhe@brain.net.pk

GAMBIE:

campagne de lutte contre les mutilations génitales féminines

*BAFROW,
Foundation for Research on Women's Health,
Productivity and the Environment*

Les mutilations génitales féminines (MGF) sont des pratiques traditionnelles profondément enracinées. En Gambie, plus de 70% des filles ont subi une mutilation génitale; on pratique trois grands types de MGF: la circoncision (Sunna), l'excision et l'infibulation.

Si elles revêtent un caractère culturel et traditionnel, les MGF ne reposent sur aucun fondement médical, hygiénique ou religieux. Elles comportent de nombreux effets néfastes immédiats et à long terme, dont certains sont irréversibles, et peuvent avoir de graves séquelles physiques, psychologiques et affectives. La poursuite de ces pratiques traditionnelles préjudiciables est totalement infondée et l'organisation BAFROW, Foundation for Research on Women's Health, Productivity and the Environment (Fondation pour la recherche sur la santé et la productivité des femmes et de l'environnement) s'est donnée pour mission de les éradiquer en suscitant une prise de conscience et un changement d'attitude.

■ Le remplacement des MGF en tant que rites de passage pour les femmes

BAFROW combat les MGF en sensibilisant le public à travers l'information, l'éducation et la communication. BAFROW a intensifié cette activité afin d'atteindre toute la population, au niveau individuel et au niveau des groupes. Pour ce faire, BAFROW, qui mène également d'autres activités, dispense un enseignement et une formation sous forme d'ateliers, de séminaires, de débats et de pièces de théâtre, et met au point des outils didactiques destinés à différents groupes cibles: les décideurs politiques, les chefs religieux et les autorités locales, les exciseuses, les parents et les jeunes.

Avec l'expérience, BAFROW a cependant pris conscience que la sensibilisation ne suffit pas à mettre un terme à la pratique. D'abord parce que les MGF procurent des revenus et un pouvoir à la plupart des exciseuses et ensuite parce que les femmes pensent généralement que les rites et les cérémonies associés à cette pratique ini-

tient les jeunes filles et créent un système qui soutient les interactions sociales entre les groupes. La pratique des MGF est très étroitement liée aux rites de passage des filles ou à l'initiation à l'état de femme adulte. C'est au cours des rites de passage que les jeunes filles acquièrent des connaissances qui les rendent aptes à prendre part à la vie de la communauté. Ce phénomène confère à la communauté et à ses membres un puissant sentiment d'identité culturelle et ne peut être ignoré. Il constitue un facteur supplémentaire qui contribue à faire des MGF une institution aussi bien organisée. Il donne lieu à des événements considérés comme des fêtes importantes et doit être maintenu avec ses rites de passage, mais sans les épisodes préjudiciables à la santé.

■ Restructurer les rites de passage

C'est dans ce contexte que BAFROW a lancé un programme de restructuration des rites de passage des filles, qui permet de conserver et de mettre en valeur les pratiques cérémonielles positives, passées et actuelles, qui sont associées aux rites de passage, mais sans la pratique des MGF ni d'aucune autre intervention nuisible à la santé des filles.

Ce programme de restructuration des rites de passage a démarré en juillet 1995, par la sensibilisation et la formation de décideurs politiques, d'exciseuses, de chefs religieux et d'autorités locales qui ont formé un comité technique et de surveillance. Ils ont restructuré les rites de passage selon une procédure destinée à orienter les activités des exciseuses converties. La procédure a été mise au point et traduite

dans trois langues locales; elle traite certains aspects de la santé, de la culture et de la religion d'une manière qui intègre les réalités des différents groupes ethniques. Cette stratégie marque une avancée considérable dans l'histoire de la campagne anti-MGF en Gambie. De nombreuses communautés gambiennes respectent cette idée parce qu'elle reconnaît les cultures indigènes et s'y identifie.

Jusqu'à présent, des exciseuses formées et converties, épaulées par des militants locaux de BAFROW, ont conduit un certain nombre d'activités de sensibilisation auprès des membres de leur communauté et ont commencé à recenser les enfants que l'on prépare aux nouvelles cérémonies de rites de passage qui ne portent pas atteinte à la santé. Seules les pratiques traditionnelles et culturelles favorables à l'être humain et au développement des femmes et des petites filles sont préservées.

■ BAFROW

BAFROW, ONG fondée en 1990, vise à contribuer à la mise sur pied d'un cadre conceptuel se rapportant au genre et au développement et à faciliter le dialogue entre les partenaires intéressés par l'accès aux circuits de pouvoirs, en l'axant particulièrement sur les principaux facteurs interdépendants qui régissent le développement et la qualité de vie de la femme et de la petite fille.

Ses objectifs consistent à:

- fournir des données empiriques et des analyses sur la santé des femmes et l'environnement et sur la productivité des femmes. Des recherches sur les actions à mener, des études de cas et des projets pilotes livreront des données qualitatives et quantitatives qui serviront à formuler des stratégies et à préparer des programmes;
- identifier les stratégies d'émancipation et faire en sorte que chacun ait accès au pouvoir et à une meilleure qualité de vie;
- faciliter et développer la capacité d'action de la Fondation et accroître la coopération et la création de réseaux entre les agents de développement. □

Pour plus d'information, contacter

BAFROW

Foundation for Research on Women's Health, Productivity and the Environment

Mme Fatou Waggeh, Directrice
P.O. Box 2854

Serrekunda - La Gambie
Tél: +220-223471 / 225270;
Fax: +220-223266
E-mail: bafrow@gamtel.gm

AFRIQUE AUSTRALE:

Instaurer un réel partage de l'information en renforçant les réseaux et les partenariats pour faire avancer le programme régional d'émancipation des femmes et d'équité entre les sexes

WIDSAA, Women in Development Southern Africa Awareness

Tel était le thème de l'atelier organisé par le Women in Development Southern Africa Awareness (WIDSAA), un programme du Southern African Research and Documentation Centre (SARDC). L'atelier s'est tenu du 18 au 20 mai 1999 à Harare, Zimbabwe. Ce thème s'inspire de la situation actuelle de la région, en particulier de la constatation d'un manque de communication entre les pays et les organisations de la région en ce qui concerne la mise à jour de leurs activités, expériences et plans respectifs, qui leur permettrait d'œuvrer ensemble à la promotion et à l'émancipation de la femme et à l'équité entre les sexes.

Cet atelier se tient chaque année avec la participation d'un réseau d'organisations partenaires provenant de 13 des 14 pays membres de la SADC (Communauté de Développement de l'Afrique australe): l'Angola, le Botswana, le Lesotho, le Malawi, l'Ile Maurice, le Mozambique, la Namibie, les Seychelles, l'Afrique du Sud, le Swaziland, la Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe.

■ Conditions pour fonctionner en réseau

Des participants ont fait remarquer que les organisations ne pourraient pas fonctionner en réseau si elles ne disposaient pas d'informations à communiquer aux autres, en ajoutant que la disponibilité de l'information serait le principal facteur de consolidation des réseaux. Tout au long du débat sur la meilleure façon de renforcer les réseaux, les participants ont notamment convenu qu'il faudrait:

- Mettre en place des mécanismes de collecte, de documentation et de diffusion de l'information;
- Identifier les domaines (questions) dans lesquels les organisations ont une expérience commune et partager cette information au sein du réseau. Pour ce faire, on pourrait s'appuyer sur des fichiers de destinataires, des rapports annuels, des ateliers et un calendrier des événements.

■ Evolution depuis Pékin

Les participants à l'atelier se sont penchés sur l'évolution des questions de genre au niveau national depuis Pékin. Depuis cette date, les pays de la région ont établi, consolidé et renforcé les dispositifs nationaux concernant le genre et/ou les femmes et formulé des politiques en la matière.

En Zambie, par exemple, le «Department of Women» (Département Femmes) a été rebaptisé «Gender in Development Division» (Division du développement intégrant hommes et femmes) et fait désormais partie des services du Premier Ministre. Au Botswana, la Division des Affaires féminines a été élevée au rang de ministère et n'est plus dirigée par un coordinateur, comme par le passé, mais par un directeur. Le Botswana et la Zambie ont également achevé l'élaboration de leurs politiques en matière de genre.

■ Autres questions examinées au cours de cet atelier

- Distribution du manuel à paraître sur le traitement du genre par les médias, produit à l'issue de l'atelier sur les médias qui a eu lieu à Lusaka en novembre 1998; échange d'idées sur son utilisation et sa diffusion. Ce manuel est destiné à orienter les journalistes, afin qu'ils relatent équitablement les questions de genre dans la région.

- Examen du stade d'élaboration du répertoire sur les organisations et les experts dans le domaine du genre, qui devrait servir à améliorer le partage de l'information en indiquant aux chercheurs les spécialistes et les ressources en matière de genre qui existent dans la région.
- Organisation de séminaires nationaux dans chacun des pays, afin de familiariser les parlementaires avec l'utilisation des informations disponibles sur le genre et de les former à cette pratique.

■ Recommandations

Les participants ont formulé des recommandations relatives au partage et à l'échange de publications entre les institutions et les réseaux actifs dans le domaine du genre, dans les différents pays et au niveau régional. On a également préconisé que des organisations de tutelle de chacun des pays coopèrent étroitement avec WIDSAA afin que leurs intérêts et préoccupations soient transmis à la SADC Gender Unit (SGU) par le biais du Comité consultatif régional et que la SGU fasse parvenir ses réactions à ce propos. Cette circulation de l'information dans les deux sens renforcera les partenariats et les réseaux dans la région.

Les partenaires du WIDSAA ont décidé de veiller à ce que l'information puisse circuler librement, en invitant les organisations compétentes de leurs pays à entrer dans des partenariats nationaux pour former des coalitions en vue de faciliter l'accès à l'information. Les partenaires se sont également engagés à jouer le rôle d'observateurs des médias au niveau national, et à surveiller ces derniers dans la région pour s'assurer qu'ils rapportent les questions de genre de façon positive et équilibrée. □

Pour plus d'information, contacter
SARDC, Southern African Research and Documentation Centre
WIDSAA, Women in Development Southern Africa Awareness

Ms Luisa Banze
P.O. Box 5690
Harare, Zimbabwe
Tél: +263-4-738694 / 5 / 6
Fax: +263-4-738693
E-mail: sardc@sardc.net ou lbanze@sardc.net
Site Internet: <http://www.sardc.net>

calendrier conferences

14-17 octobre 1999:

Gender and Rural Transformation in Europe: Past, Present and Future Prospects, Wageningen, Pays-Bas

La Journée Mondiale de la Femme Rurale sera célébrée le 15 octobre. Cette conférence internationale de quatre jours portera sur les femmes rurales et les questions de genre dans le contexte de l'agriculture et du développement rural en Europe. Elle réunira pour la première fois dans l'histoire des représentants d'Europe centrale et orientale et d'Europe occidentale (Nord et Sud) autour des questions de genre associées aux transformations rurales qui s'opèrent dans la région. Les participants à ce débat, qui comportera 14 séances, présenteront quelque 75 exposés dont les résumés seront disponibles sur Internet. Cette conférence débordera du cadre universitaire traditionnel. Y assisteront non seulement des chercheurs scientifiques qui présenteront leurs travaux et en discuteront, mais aussi des professionnels du développement des ministères, d'organisations de développement internationales et régionales et d'ONG, qui partageront leurs expériences, leurs problèmes et leurs idées et en débattront entre eux et avec les scientifiques. Il y aura des exposés spéciaux, huit tables rondes, diverses réunions d'échanges entre professionnels et largement la possibilité d'organiser les séances ad hoc nécessaires. À la fin de la conférence, des réunions de travail sont spécialement prévues pour permettre aux scientifiques, aux professionnels et aux décideurs politiques de développer les réseaux et la coopération en Europe.

Renseignements: Margreet van der Brug, Conference Coordinator
Department of Gender Studies in Agriculture
Hollandseweg 1
6706 KN Wageningen, Pays-Bas
Tél: +31-317-483374
Fax: +31-317-485477
E-mail: gender.donf@ald.vsl.wau.nl
Site Internet: http://www.sls.wau.nl/crds/cent_gs.htm

18-22 octobre 1999

The economic role of rural women in rural and agricultural development: the promotion of income-generating activities

Ce séminaire vise à intensifier l'échange d'informations et d'expériences sur le rôle économique des femmes dans le développement agricole et rural et, plus particulièrement, sur les problèmes rencontrés par les femmes rurales qui créent des activités génératrices de revenus. Les objectifs spécifiques du séminaire con-

sistent à identifier et promouvoir le rôle des femmes dans les activités génératrices de revenus du secteur agricole, à sensibiliser davantage les dirigeants politiques, les décideurs et les donneurs sur le rôle actuel et potentiel des femmes dans les activités agricoles sources de revenu, à mieux intégrer la promotion des activités sources de revenus exercées par les femmes dans les stratégies sectorielles de développement rural, à proposer des plans stratégiques, à intégrer les activités génératrices de revenus des femmes dans des plans stratégiques, à identifier les activités génératrices de revenus où les femmes ne remplissent pas leur rôle traditionnel et qui s'inscrivent dans le développement rural, ainsi qu'à concevoir et mettre en place des réseaux, des modes d'association et des types de partenariat.

Lieu: Athènes, Grèce

Organisateurs: le Centre Technique de Coopération Agricole et Rurale (CTA), le Ministère grec de l'Agriculture et la Coopération au Développement autrichien (ADC), en collaboration avec l'Université d'Helsinki, le Ministère sud-africain de l'Agriculture et la Tanzania Home Economics Association.

Renseignements: Isolina Boto, CTA

Tél: +31-317-467100

Fax: +31-317-460067

E-mail: boto@cta.nl

11-14 novembre 1999:

The 8th International AWID (Association for Women in Development) Forum: Leading Solutions for Equality and Justice

La conférence s'articulera autour de six thèmes: l'incidence des femmes sur le développement et l'économie; les négociations autour des droits humains des femmes; les changements et choix technologiques; les aspects politiques du mouvement mondial des femmes; le rôle organisateur des femmes et les transformations organisationnelles; l'esprit d'initiative et les nouvelles générations.

Lieu: Washington DC, USA

Renseignements: AWID, 1511 K Street, NW, Suite 825, Washington, DC 20005, USA

Fax: +1-202-628.04.42

E-mail: awid@awid.org

Site Internet: <http://www.awid.org>

22-27 novembre 1999:

Sixth African Regional Conference on Women

Le mois de novembre 1999 marquera le cinquième anniversaire de l'adoption du Programme africain d'Action pour la Promotion des Femmes. À cette occasion, la Commission Economique pour l'Afrique (CEA) accueillera la Sixième Conférence Régionale pour l'Afrique sur les Femmes à Addis-Abeba. La conférence sera centrée sur l'éva-

luation de la mise en oeuvre des programmes d'action de Dakar et de Pékin, en vue de l'évaluation mondiale à mi-parcours qui aura lieu en juin 2000.

Lieu: Addis-Abeba, Éthiopie

Renseignements: <http://www.un.org/Depts/eca/news/brochur2.htm>

recherche

Gender on their agenda? NGOs fail fairness test

Les rôles joués par les hommes et les femmes sont âprement débattus sur le terrain de la politique et des pratiques en matière de développement. Mais les ONG établies au Royaume-Uni ont-elles réussi à intégrer les questions de genre dans les principaux volets institutionnels de leur programme? Les résultats d'une étude récente conduite par l'Université de Birmingham donnent à penser que la mise en oeuvre de pratiques et de politiques soucieuses d'équité entre les sexes n'est pas simple. Dans la plupart des ONG, cette démarche, qui s'avère complexe et contestée, tend à occuper une place marginale dans leur politique et leur programme de travail. Le rapport d'étude propose des points de repère destinés à faciliter l'amélioration de cette situation, qui sont fondés sur l'expérience des quelques agences qui ont réussi à mettre en oeuvre des pratiques et des politiques soucieuses d'équité entre les sexes. (en anglais)

Renseignements: Tina Wallace, International Development Department, School of Public Policy, University of Birmingham
Tél: +44-121-414.72.89
Fax: +44-121-414.71.64
E-mail: wallacec@css.bham.ac.uk
Site Internet: <http://www.id21.org/static/6ard1.htm>

journal

African Journal of Reproductive Health / La Revue Africaine de la Santé Reproductive

La Revue Africaine de la Santé Reproductive a été fondée conjointement par le Women's Health and Action Research Centre (WHARC) au Nigéria et le Department of Population and International Health à Harvard. C'est une revue pluridisciplinaire et internationale qui publie des résultats de recherches originales, des articles de revue complets, des rapports et des commentaires sur la santé reproductive en Afrique. La revue a pour objectif d'encourager l'étude de la santé reproductive en Afrique, d'offrir une tribune aux auteurs africains et à d'autres personnes travaillant en Afrique et de fournir une interprétation

scientifique des besoins de la santé reproductive en Afrique.

Cette revue semestrielle, qui paraîtra en anglais et en français, contiendra des articles écrits par et pour des chercheurs, des fournisseurs de service, des décideurs, des personnes qui luttent en faveur de l'amélioration du niveau de santé des femmes et ceux qui exercent une activité connexe liée à la santé reproductive.

Site Internet:

<http://www.hsph.harvard.edu/ajrh/index.html>

nouveaux livres

Women's Information Services and Networks: a Global Source Book

par Minke Valk, Henk van Dam et Sarah Cummings
(en anglais)

Ce troisième volume de la série «Gender, Society and Development» de l'Institut Royal des Tropiques (KIT) passe en revue les services d'information et les réseaux gérés par des femmes en Afrique, en Asie et dans la région du Pacifique, en Europe centrale et orientale et dans l'ex-URSS. Il examine également l'impact de l'informatique et notamment les potentialités de la constitution de réseaux électroniques. Un répertoire permet de retrouver rapidement les services d'information tenus par des femmes dans le monde entier.

Ce volume est coproduit avec le IIAV (International Information Centre and Archives for the Women's Movement), Site Internet: <http://www.iav.nl/mapping-the-world>.

ISBN 90 6832 711 9, Dfl. 35.00

Renseignements et commande du livre:

KIT Press, P.O.Box 95001,

1090 HA Amsterdam, Pays-Bas

Tél: +31-20-5688711

Fax: +31-20-5688286

Site Internet:

<http://www.kit.nl/ibd/html>

gender_society_and_development.htm

Missionaries and Mandarins: Feminist engagement with development institutions

par Carol Miller et Shahra Razavi

(en anglais)

Cet ouvrage se penche sur les différentes stratégies appliquées par les femmes qui s'emploient à transformer les structures bureaucratiques des organisations de développement, afin de les rendre plus équitables du point de vue des sexes. Ces stratégies combinent un changement des choses opéré de l'intérieur des structures bureaucratiques, soit une tâche de «missionnaire», à une adaptation aux techniques et aux pratiques de la bureaucratie à la manière d'un «mandarin».

Des études conduites dans beaucoup de pays, dont le Vietnam, l'Australie, les États-Unis et le Maroc, illustrent à la fois la diversité des stratégies institutionnelles suivies par les féministes dans différents contextes politiques et culturels et la grande variété des formes d'action politique adoptées par les femmes, qui peuvent être considérées comme des composantes d'une politique féministe.

Les termes «missionnaire» et «mandarin» évoquent une réalité très familière à toutes les féministes qui travaillent dans des

structures bureaucratiques, qu'il s'agisse d'institutions publiques ou privées, en vue de défendre les préoccupations des femmes.

Publié par IT Publications en collaboration avec l'Institut de Recherche des Nations unies pour le Développement social, novembre 1998, ISBN 1-85339-434-3.

A Guide to Gender-Analysis Frameworks

par Ines Smyth et Candida March (1998)

Ce guide reprend l'ensemble des principaux cadres analytiques de la recherche et de la planification dans le domaine des disparités entre les sexes, d'après un recensement récent réalisé pour le personnel et les partenaires d'Oxfam. Ce livre s'appuie sur l'expérience des formateurs et des professionnels et donne des instructions par étapes pour utiliser les cadres et les résumés des avantages et des inconvénients correspondant à des situations particulières. Dans une section préliminaire, les auteurs font appel au discernement du lecteur en lui indiquant que les cadres sont à placer dans le contexte des travaux et de la recherche destinés à faire évoluer les rapports sociaux entre hommes et femmes, et en insistant sur le fait qu'un instrument ne saurait remplacer l'engagement.

Commande: s'adresser à Oxfam

Tél: +44-1202-71.29.33

Fax: +44-1202-71.29.30

Autres publications Oxfam concernant le genre: <http://www.oxfam.org.uk/publish/cat98/gender.htm>

<http://www.fao.org/sd/dimitra>

Visitez le site Dimitra

Le projet Dimitra, Femmes Rurales et Développement, est un projet de recherche et de documentation qui vise à recueillir et à diffuser des informations sur les initiatives et les expériences des femmes rurales dans le monde entier. Le site web du projet est accessible à l'adresse <http://www.fao.org/sd/dimitra>.

Le site web du projet Dimitra propose une interface de recherche et de documentation. Les captures d'écran montrent des pages avec des formulaires de recherche, des listes de projets, de recherches et de publications, ainsi qu'une section pour le bulletin. Les informations de contact du projet Dimitra sont également fournies.

Projet Dimitra
Femmes Rurales et Développement

Organisations: 240 Liste des Projets: 540 Liste des Publications: 940
Recherches: Recherche Recherche: Recherche
Bulletin: Index | FRANCAIS Liste

Projet Dimitra
c/o B. Willems 25
B-1000 Bruxelles, BELGIUM
Tel: +32-2-5490020 - Fax: +32-2-5490024
e-mail: dimitra@agropart.be

Go to: [Home](#) [About Dimitra](#) [Search](#) [Contact Us](#) [Privacy Policy](#)

nouvelle adresse e-mail:

dimitra@dimitra.org

magazine électronique

La Toile d'Elles

«La Toile d'Elles» fait partie du programme «Inforoutes au féminin en Afrique francophone», mis sur pied par ENDA-SYNFEV (Dakar, Sénégal) avec le concours du Fonds Francophone des Inforoutes, en partenariat avec Inter-Press Service, Service francophone (Cotonou, Bénin) et Les Pénélopes, Agence française d'information des femmes dans le monde (Montreuil, France). «La Toile d'Elles» diffuse des informations, au début et au milieu de chaque mois, sur les points suivants:

- Femmes en Afrique: organisations de femmes africaines participant au développement durable, contacts en ligne, sites web, listes électroniques, références bibliographiques, sources d'information et de formation, notamment en ce qui concerne les instruments et les techniques d'utilisation des «inforoutes» (adresse du site: <http://www.famafrique.org>)
- Femmes et organisations francophones dans le monde: sites web, listes électroniques, références bibliographiques, sources d'information, événements;
- Femmes dans le monde: sites web, listes électroniques; organisations internationales et événements dans le domaine des femmes et du développement durable;

Emploi des inforoutes: sites web, documents qui aident à exploiter les possibilités offertes par les inforoutes pour favoriser le développement durable.

Pour s'abonner: envoyez un message électronique sans contenu à toiledelles@enda.sn.

Dans la case «objet», veuillez indiquer: «Abonnement La toile d'elles <votre_adresse_de_courrier_electronique>»

nouvelles brèves

women in partnership against aids

L'Afrique du Sud connaît l'une des plus graves épidémies de sida du monde. On estime à 3,2 millions le nombre de personnes infectées par le virus dans le pays. Dix-huit pour cent des adultes ayant une activité sexuelle sont séropositifs et l'on dénombre parmi ceux-ci des femmes enceintes et âgées. La fréquence des nouvelles infections est évaluée à 1.600 par jour. Chaque année, quelque 9.000 enfants naissent séropositifs.

La difficulté à laquelle se trouve confronté le pays résulte du fait que la plupart des gens ne voient aucune preuve de la lourde menace que fait peser le virus du sida sur le pays. La plupart des personnes infectées ignorent leur état et continuent à mener des vies normales et productives. Le silence et la peur règnent également autour de la maladie.

Il s'avère que là où l'épidémie a donné lieu à une réévaluation des rapports humains fondamentaux, y compris les droits et les pouvoirs des femmes, la prévention a plus de chances de s'exercer. On admet que toute action de nature à améliorer la santé des femmes se répercute sur la capacité de la nation à prendre en charge son destin. Les femmes éduquées, informées, libres de décider quoi faire de leur vie sont armées pour participer efficacement à la lutte contre des problèmes de santé tels que le sida. Le combat contre le sida doit déboucher sur une affirmation des droits humains fondamentaux des femmes. Il incombe aux femmes de briser le silence, les tabous et la violence qui entourent le sida.

Toutes les femmes – dans les institutions religieuses et laïques, les organisations non gouvernementales et locales, les structures privées et publiques, les organisations urbaines et rurales – sont encouragées à commencer à s'organiser afin de jouer un rôle plus actif dans la lutte contre le sida. Toutes les ressources humaines et matérielles doivent être mobilisées pour combattre la maladie. Il faut concevoir des stratégies

viables de mobilisation des femmes à chaque échelon de la communauté et appuyer des programmes durables destinés à doter les femmes et leurs organisations des moyens nécessaires pour lutter contre la maladie au niveau des populations locales. Il convient d'établir des partenariats dynamiques pour faire progresser la sensibilisation de la population, la prévention, la divulgation de l'information, la médecine familiale, l'enseignement et la formation dans le domaine du sida. Les hommes doivent être incités à participer à la lutte contre le sida.

Women in Partnership Against AIDS constitue l'un des cinq partenariats de la campagne nationale «Partnership Against AIDS» (Partenariat contre le sida) qui a été lancée le 9 octobre 1998. Un programme d'action national en cours d'élaboration vise à ce que, premièrement, la prévention intervienne à un stade bien plus précoce de la vie et soit appliquée à tous les groupes sociaux, en particulier les personnes marginalisées qui vivent dans des communautés pauvres et isolées, deuxièmement, des programmes durables soient mis en place pour permettre aux femmes d'enrayer la progression du sida au niveau des populations locales, troisièmement, les habitants du pays adoptent un comportement qui favorise la divulgation de l'information, la prévention et le soutien, quatrièmement, des événements nationaux soient mis à profit pour inciter les femmes à conduire des programmes d'action de grande ampleur au niveau des populations locales et cinquièmement, les femmes se mobilisent pour une action de grande ampleur en 1999 et pour une action de grande ampleur à horizon mobile en 2000.

Renseignements: Sophie Mkhasibe,
Department of Welfare, Afrique du Sud
Tél: +27-12-312.77.87
E-mail: WELS171@welspta.pwv.gov.za

les partenaires de dimitra

nouvelle adresse e-mail:

dimitra@dimitra.org

Si vous voulez participer au projet Dimitra et souhaitez être inclus dans le Guide Dimitra pour l'Afrique et le Proche Orient, n'hésitez pas à contacter l'organisation qui couvre votre pays pour qu'elle vous envoie un questionnaire. Si votre pays n'est couvert par aucun partenaire, nous vous remercions de bien vouloir contacter le bureau du projet Dimitra à Bruxelles. Vous trouverez ci-dessous les adresses et noms des personnes contact pour toutes nos organisations partenaires avec la liste des pays dont elles sont chargées:

Si votre organisation se trouve...

au Cameroun, en Côte d'Ivoire, Gambie, Guinée, Mali, Mauritanie ou au Sénégal, contacter

ENDA-PRONAT

Mme Fatou Sow
BP 3370
Dakar, Sénégal
Tél: +221-8-225565
Fax: +221-8-235157 ou 222695
E-mail: dimitra@enda.sn

CONTACTEZ-NOUS!

Eliane Najros, Coordinatrice du projet
Tél.: 32-2-5490310

Maartje Houbrechts, Chargée de projet
Tél.: 32-2-5496168

Fax: 32-2-5490314
e-mail: dimitra@dimitra.org

FAO Projet Dimitra (GCP/INT/673/BEL)
21 rue Brederode
B-1000 Bruxelles
Belgique

Avec le soutien financier de la DGCI, Ministère des Affaires Etrangères, du Commerce Extérieur et de la Coopération Internationale (Belgique) et de la Fondation Roi Baudouin

Le contenu des articles ne correspond pas nécessairement aux vues de la FAO ou du projet Dimitra

Graphisme: Atelier voor grafische & aanverwante toepassingen, Gent

Imprimé par édition et imprimerie, Bruxelles

en Algérie, Libye, au Maroc ou en Tunisie, contacter

CREDIF

Mme Faïza M'kada ou M Mehrez Bchiri
Avenue du Roi Abdelaziz Al Saoud, rue 7131

El Manar II, 2092 Tunis, Tunisie
Tél: +216-1-885322
Fax: +216-1-887436 ou 882893

au Bénin, Burkina Faso, Niger, Tchad, ou au Togo, contacter

IRED/SEAG

M. Maurice Albarka
BP 12 675
Niamey, Niger
Tél: +227-733527
Fax: +227-723204
E-mail: ired@intnet.ne

en République Centrafricaine, au Cap Vert, au Congo Brazzaville, au Ghana, au Gabon, au Nigéria ou à Sao Tomé et Principe, contacter

POSDEV

Mme Lawrencia Adams
P.O.Box 0273, OSU
Accra, Ghana
Tél: +233-21-244177 / 223031
Fax: +233-21-244155
E-mail: posdev@africaonline.com.gh

en Afrique du Sud, Angola, Botswana, Lesotho, Mauritius, Namibie, Swaziland ou en Zambie, contacter

PRODDER

Human Sciences Research Council
M David Barnard ou Mme Yzette Terreblanche
Private Bag X41
0001 Pretoria, Afrique du Sud
Tél: +27-12-3022999
Fax: +27-12-3022002
E-mail: DBBarnard@beauty.hsarc.ac.za ou yzettet@beauty.hsarc.ac.za

en Jordanie, au Liban, en Syrie, Egypte, Iraq, Yémen ou au Soudan, contacter

CARDNE

M Mohamad al-Kassem
P.O.Box 851840
Amman 11185, Jordanie
Tél/Fax: +962-6-5924348
E-mail: cardne@joinnet.com.jo ou ruraldev@joinnet.com.jo

en Ethiopie, au Kenya, Malawi, Mozambique, Ouganda ou en Tanzanie, contacter

FAN

Mme Lynette Obare
P.O.Box 21428
Nairobi, Kenya
Tél/Fax: +254-2-718398
E-mail: lobare@fanworld.org ou fan@fanworld.org

au Zimbabwe, contacter

ZWRN

Mme Lillian Machiri
288 Herbert Chipeto Avenue
P.O.Box 2192
Harare, Zimbabwe
Tél: +263-4-792450
Fax: +263-4-720331
E-mail: dimitra@zwrn.org.zw



**ORGANISATION
DES NATIONS UNIES
POUR L'ALIMENTATION
ET L'AGRICULTURE**